

ROYAUME DU MAROC

****_**_**_**_****

**OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL**

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 14/2022

Le **15 Mars 2022 à 11 Heures**, Il sera procédé, dans les bureaux de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, ayant pour objet **la Fourniture, l'installation et la mise en service d'un groupe électrogène de secours des installations du siège social de l'OFPPT.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) Casablanca, il peut être également téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchéspublics.gov.ma. Et à partir du site de l'office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail : www.ofppt.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **Quinze mille quatre cents Dirhams (15 400.00 DH).**

L'estimation des coûts de prestation établie par le Maître d'ouvrage est fixée à la somme de **Quatre cent trente et un mille sept cent trente-six Dirhams (1 026 300,00DH) en TTC.**

Une visite des lieux non obligatoire, au profit des concurrents, aura lieu au siège social de l'OFPPT sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) Casablanca, en date du **01 Mars 2022 à 11 Heures.**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

Les concurrents peuvent :

- ❖ soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- ❖ soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du service des marchés rattaché à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) - Casablanca ;
- ❖ soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- ❖ Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n°20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article ~~1~~ **5** du règlement de consultation

المملكة المغربية
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح
رقم 2022/14

في يوم 15 مارس 2022 على الساعة الحادية عشرة صباحا، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح، لأجل توريد، تركيب و تشغيل مجموعة مولدات الطوارئ من المنشآت لمقر الاجتماعي لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

يمكن سحب ملف طلب العروض بمصلحة الصفقات بمديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء، كما يمكن كذلك سحبه إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة: www.marchéspublics.gov.ma وكذا من بوابة مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل على العنوان التالي: www.ofppt.ma.

وتبلغ الضمانة المؤقتة خمسة عشر ألفاً وأربعمائة (15 400,00) درهم

الكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع تبلغ مليون وستة وعشرون ألفاً وثلاثمائة درهم (1 026 300,00) مع احتساب جميع الرسوم

زيارة الموقع غير الزامية لفائدة المترشحين بتاريخ: 01 مارس 2022 على الساعة الحادية عشرة صباحا وذلك بمقر مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء.

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المواد 27، 29 و 31 من نظام الصفقات الخاص بمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

ويمكن للمتنافسين :

- إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المكتب المذكور؛
- إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل، بمكتب مصلحة الصفقات بمديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر – سيدي معروف) - الدار البيضاء؛
- إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة.
- إما إيداع أظرفتهم إلكترونيا عبر بوابة الصفقات العمومية وفقا لمقتضيات مرسوم وزارة الاقتصاد و المالية رقم 20-14 (4 شتنبر 2014) ل 8 دوالقعدة 1435 المتعلق بتجريد مساطر الصفقات العمومية من الصفة المادية

إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 5 من نظام الإستشارة



مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
Office de la Formation Professionnelle
et de la Promotion du Travail

Dossier d'Appel D'offres

Ouvert sur offres de prix

N° ٢٠٢٢ / ٢٠٢٢

Financement : Projets OFPPT Hors Coopération

Objet :

Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène de secours des installations du siège social de l'OFPPT.



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE N°1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres des prix ayant pour objet : **Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène de secours des installations du siège social de l'OFPPT.**

Il est établi en vertu des dispositions de l'article n°18, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des marchés de l'OFPPT. Toute disposition contraire au règlement des marchés de l'OFPPT est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article n°18 et des autres articles du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE N°2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

ARTICLE N°3 : DEFINITIONS :

Au sens du règlement des marchés de l'OFPPT on entend par :

- 1- **Attributaire** : concurrent dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché ;
- 2- **Autorité compétente** : l'ordonnateur ou la personne déléguée (sous-ordonnateur) par lui pour approuver le marché ;
- 3- **Concurrent** : toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché ;
- 4- **Groupement** : deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique dans les conditions prévues à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'OFPPT ;
- 5- **Titulaire** : attributaire auquel l'approbation du marché a été notifiée.

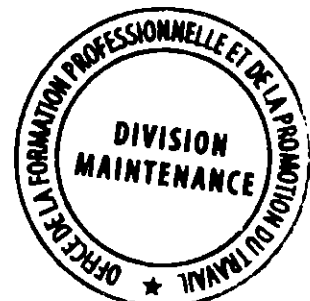
ARTICLE N°4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article n°24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;

✓



- c) Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière les cotisations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sans autorisation sociale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article n°142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.



ARTICLE N°5 : JUSTIFICATION DES CAPACITES ET DES QUALITES DES CONCURRENTS

- I- Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle joint en annexe.
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

N.B : 1- Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le ministre chargé des finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine).

2- Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

- + Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.
- + Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent et ce conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article n°25 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jouada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;

d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

* La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

Pour les concurrents non installés au Maroc :

L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

B - Le dossier technique comprend :

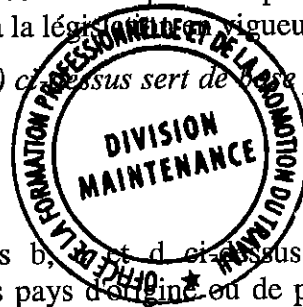
1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
2. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Chaque soumissionnaire doit présenter au moins une attestation de référence de nature fourniture, installation et mise en service de groupe électrogène de secours d'un montant supérieur ou égale 40% de l'estimation en TTC durant la période 2014 et postérieur.

ARTICLE N°6 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ETABLISSEMENTS PUBLICS

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 5 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :
 - a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation,



Handwritten signature and initials.

qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE N°7 : CONTENU DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

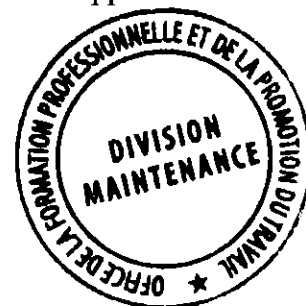
Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

7.1 -les dossiers administratifs, techniques, prévus à l'article 5 ci-dessus.

7.2- une offre technique :

Les pièces devant constituer l'offre technique sont :

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser la prestation selon une procédure technique avantageuse. L'évaluation de la qualité technique se fera sur la base :



a- **Liste des intervenants** affectés à la réalisation de la prestation :

Pour l'équipe permanente du projet (au minimum) :

- 01 Chef de projet : Ingénieur avec 5 ans d'expérience ou plus ou un technicien avec 10 ans d'expérience ou plus ;
- 02 opérateurs au minimum : Techniciens (bac +2) avec deux ans d'expérience au minimum
- Copie certifiée conforme à l'original des diplômes ;
- CV détaillé pour l'équipe permanente du projet signé par l'intéressé et cacheté par l'entreprise ;
- Attestation d'habilitation électrique des techniciens

b- **Méthodologie** :

Elle doit détailler les différentes ressources, étapes et tâches nécessaires pour la réalisation des prestations demandées.

c- **Planning** :

Planning de réalisation et le chronogramme détaillés par mission pour la réalisation des prestations dans le délai exigé dans le CPS.

N.B : Il est à noter qu'en cas d'indisponibilité des intervenants, ils ne peuvent être remplacés que par d'autres personnes dont le profil est équivalent et après approbation de l'O.F.P.P.T.

d- **Spécifications Techniques des Fournitures** :

Les « spécifications techniques des fournitures » renseignés conformément au canevas prévu à l'annexe du cahier des prescriptions spéciales et ce, en faisant ressortir l'annexe caractéristiques des fournitures proposées par le concurrent, leurs marques et leurs références.

Cette annexe est signée par le concurrent et étayée par les catalogues et/ou documents relatifs aux « spécifications techniques des fournitures » afférents aux fournitures proposées.

Ces catalogues et/ou documents relatives aux « spécifications techniques des fournitures » doivent être cachetés sur toutes les pages et portant le numéro de l'appel d'offres, Le numéro de l'item correspondant.

Handwritten signature and initials.

7.3 - Une offre financière qui comprend :

a) l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire conformément au modèle joint au présent règlement.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) le bordereau des prix - détail estimatif établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Le bordereau des prix - détail estimatif doit tenir compte de :

- + La saisie doit se faire par les moyens numériques (non manuscrits).
- + Les prix unitaires doivent être libellés en chiffres.
- + Les montants totaux doivent être libellés en chiffres.



En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

7.4 - Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

ARTICLE N°8 : OFFRE VARIANTE.

Des variantes pourront être proposées par les concurrents.

La présentation des variantes n'implique pas l'obligation pour le soumissionnaire de présenter une offre pour la solution de base initialement prévue.

Les modalités d'examen des offres de base seront effectuées conformément aux spécifications techniques des fournitures proposées annexé au cahier des prescriptions spéciales.

Les modalités d'examen des offres variantes seront effectuées de la même manière que l'offre technique de base.

Les offres variantes présentées par les concurrents font l'objet d'un pli distinct de l'offre de base éventuellement proposée. Dans ce cas, les pièces du dossier administratif visées à l'alinéa 1) du paragraphe I-A de l'article 5 et de l'article 6 ci-dessus, le dossier technique est valable aussi bien pour la solution de base que pour les offres variantes.

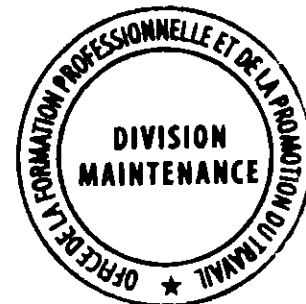
Dans le cas où le concurrent ne présente qu'une offre variante, le pli contenant celle-ci doit être présentée conformément à l'article 13 ci-dessous, accompagnée des dossiers prévus à l'article 7 ci-

dessus, ainsi que le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet et doit porter en outre la mention " offre variante".

ARTICLE N°9 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement des marchés de l'OFPPT, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 7 précité ;
- d) Le modèle du bordereau des prix - détail estimatif ;
- e) Le modèle de la déclaration sur l'honneur prévue à l'article 5 précité ;
- f) Le présent règlement de la consultation.



ARTICLE N°10 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE N°11 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.

Conformément aux dispositions de l'article n°19 § 7 du règlement des marchés de l'OFPPT, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du Règlement des Marchés de l'OFPPT. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics, du site de l'Office le cas échéant et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Handwritten signature and initials.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé, le report de la date de la séance d'ouverture des plis.

La lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier sa demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

ARTICLE N°12 : REPARTITION

Le jugement des offres, prévu pour le présent appel d'offres, est un jugement **en lot unique**.

ARTICLE N°13 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS.

Conformément aux dispositions de l'article n°29 du règlement des marchés de l'OFPPT :

A- Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du lot ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

B- Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

- a) La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique, le cahier des prescriptions spéciales dûment signé et paraphé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif et technique ».

- b) La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre financière ».

- c) La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre technique ».

C- Les enveloppes visées aux paragraphes a, b, et c du B ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du lot ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;



ARTICLE N°14 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES.

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau du Service des Marchés à la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique, sis Intersection de la Route BO n° 50 et la R.N.11 (Route Nouaceur Sidi Maârouf) à Casablanca, dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du Règlement des Marchés de l'OFPPT et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat www.marchéspublics.gov.ma et à partir du site de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail : www.ofppt.ma.

ARTICLE N°15 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS.

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement des marchés de l'OFPPT, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau de la Direction des Approvisionnements et Logistique (Service des Marchés), sis Intersection de la Route B.O. n° 50 et la Route Nationale 11 Sidi Maârouf – Casablanca MAROC ;
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres, séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE N°16 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

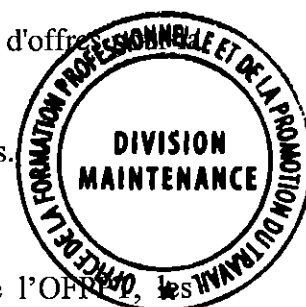
Conformément aux dispositions de l'article n°33 du règlement des marchés de l'OFPPT, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE N°17 : LANGUE DE L'OFFRE.

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en Langue Française.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des



Handwritten signature and initials.

passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

ARTICLE N°18 : MONNAIE DE L'OFFRE.

Pour le concurrent non installé au Maroc, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé est l'Euro ou le dollar USA. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE N°19 : DEPENSES ENCOURUES DU FAIT DE L'APPEL D'OFFRES

Le soumissionnaire supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

ARTICLE N°20 : VISITE DES LIEUX

Une visite des lieux non obligatoire, aux locaux concernés du siège social de l'OFPPT Sidi Maarouf Casablanca, sera organisée par le maître d'Ouvrage. La date de cette visite sera indiquée dans l'avis de l'appel d'offres.

ARTICLE N°21 : EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

Les offres financières des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39, 40 et 41 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T.

Les capacités techniques et financières des concurrents seront appréciées comme suit :

- Seuls seront retenus, les concurrents ayant présenté au moins une attestation de références, conformes aux prescriptions de l'article 5-alinéa B-2 du présent règlement de consultation, se rapportant à des **prestations de la même famille, de celles objet du présent appel d'offres (Fourniture, installation et mise en service de groupe électrogène)**, d'une valeur supérieure à 40% de l'estimation et réalisées durant la période 2014 et postérieur.
- Aussi, il est précisé qu'en cas d'attestation délivrée par un groupement, celles-ci seront appréciées pour la quote-part réalisée par le (s) concurrent(s) ou à défaut de renseignement, pour part égale du montant globale de l'attestation.

Les offres techniques seront évaluées comme suit :

1-Moyens humains : N1 (40 points max)

N.B : Le non-respect de la composition (profil, nombre) minimale exigée est éliminatoire.



Critère d'évaluation	Document servant de base pour l'appréciation	Point
Chef de projet ayant un diplôme d'ingénieur avec 5 ans d'expérience ou un technicien spécialisé, ayant minimum 10 ans d'expérience.	-Pour le chef de projet et techniciens spécialisés : Copie certifiée conforme à l'original des diplômes ; -CV détaillé pour l'équipe du projet signé par l'intéressé et cacheté par l'entreprise ; -Copie certifiée conforme de la liste des assurés déclarés au titre du dernier mois disponible (selon le dispositif en vigueur à la CNSS) et faisant ressortir les identifiants de l'ensemble des membres de l'équipes proposée.	Max 20 pts
02 Techniciens minimum : - Technicien (bac +2) ayant minimum 2 ans d'expérience	- Attestation de l'habilitation électrique des techniciens. - Attestation de l'assurance	Max 20 pts

* Le maître d'ouvrage se réserve le droit de vérifier, en cas de besoin, la véracité des informations contenues dans les CV : diplômes, expériences, ...

2-Méthodologie : N2 (50 points max)

Critère d'évaluation	Document servant de base pour l'appréciation	Points
Définition des prestations à réaliser par mission	Plan de travail, méthodologies proposées et maîtrise du contexte, qui doivent contenir la démarche, les méthodes...	0 pts : incohérents 10 pts : Peu Développé 20 pts : Développé/moyennement pertinent 30 pts : Bien Développé/pertinent 40 pts : Très bien Développé 50 pts : Excellent

Max 50 points

3-Planning : N3 (10 points max)

Critère d'évaluation	Document servant de base pour l'appréciation	Points
Planning de réalisation et le chronogramme détaillé par mission et les ressources à affecter	Planning de mise en œuvre et le chronogramme d'affectation des ressources humaines par mission	0 points : Incohérent 5 points : cohérent 10 points : cohérent bien détaillé

Max 10 points

4- Spécifications techniques des Fournitures :

- La conformité technique des offres (de base et / ou des variantes) sera appréciée, sur la base des documents présentés dans l'offre technique du soumissionnaire et par rapport aux spécifications techniques des fournitures demandées au niveau du CPS.
- En cas de discordance des spécifications techniques entre les pièces de l'offre technique d'un ou plusieurs concurrents, la commission d'appel d'offres peut demander par écrit à l'un ou à plusieurs

concurrents des précisions, éclaircissements et/ou des compléments d'information, des données sur leurs offres techniques. Ces éléments qui doivent concerner les documents contenus dans lesdites offres.

- Tout article ne répondant pas aux spécifications techniques demandées sera déclaré non conforme.
- **N.B : La non-conformité d'un article est éliminatoire.**

A ce titre, il est à noter que :

- 1) Lors de l'évaluation des offres techniques, la commission de jugement des offres attribue une note « N_T » à chaque concurrent sur un score maximum de **100 points**, conformément à la grille d'évaluation sus indiquée. $NT = N1 + N2 + N3$
- 2) Seuls les concurrents ayant obtenu une **note technique N_T supérieure ou égale à 80 points et qui ont tous les articles proposés conformes** seront retenus pour l'étape suivante.

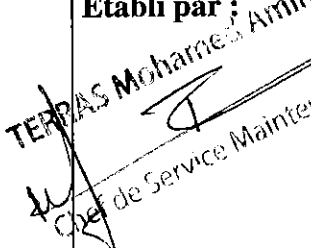
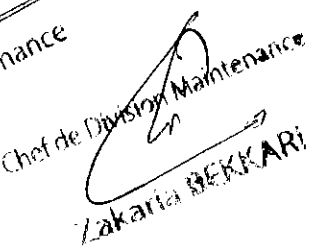
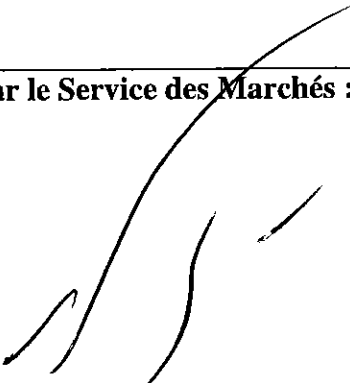
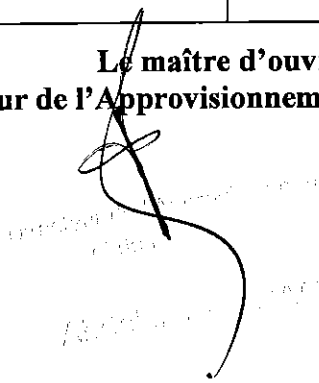
La commission peut, avant de se prononcer, charger une sous-commission technique pour analyser les offres proposées.

Conformément aux dispositions des articles 39, 40 et 41 du Règlement des Marchés de l'O.F.P.P.T précité, l'examen des offres financières concerne les seuls concurrents admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs et techniques et leur offre technique.

Le marché sera attribué au concurrent, retenu à l'issue de l'examen des dossiers administratifs et techniques, de l'offre technique et **de l'offre financière la moins-distante.**

NB : En application des dispositions de l'article 27 du règlement des marchés l'O.F.P.P.T précité, les corrections des erreurs arithmétiques s'effectueront de la manière suivante :

- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent ;
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Etabli par : <div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="text-align: center;">  TARRAS Mohamed Amine Chef de Service Maintenance </div> <div style="text-align: center;">  Chef de Division Maintenance Zakaria BEKKARI </div> </div>	Vérifié par le Service des Marchés : <div style="text-align: center; height: 100px;">  </div>
Le maître d'ouvrage Le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique <div style="text-align: center; margin-top: 20px;">  Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique </div>	



MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

ACTE D'ENGAGEMENT**A -Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° du/...../2022.

Objet : Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène de secours des installations du siège social de l'OFPPT.

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

B - Partie réservée au concurrent**a) Pour les personnes physiques**

Je (1), soussigné : (prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le (2) inscrit au registre du commerce de..... (localité) sous le n° (2) n° de patente..... (2) :

b) Pour les personnes morales

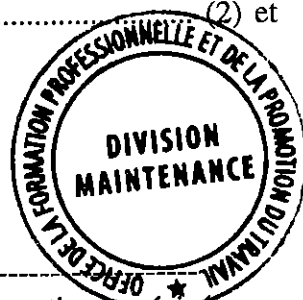
Je (1), soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 Agissant au nom et pour le compte de..... (Raison sociale et forme juridique de la société)
 Au capital de:.....
 Adresse du siège social de la société.....
 Adresse du domicile élu.....
 Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2) et (3)
 Inscrite au registre du commerce..... (Localité) sous le n°.....(2) et (3)
 n° de patente.....(2) et (3)
 n° d'identification fiscale.....
 n° de l'Identifiant commun de l'Entreprise.....(2) et (3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;



2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- **Montant total hors T.V.A** :(en lettres et en chiffres)
- **Taux de la TVA**.....(en pourcentage)
- **Montant de la T.V.A** :(en lettres et en chiffres)
- **Montant total T.V.A. comprise** :(en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal)
 (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro :

Fait à.....le.....

(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- Mettre : « Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) supprimer les mentions inutiles



MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert N°, sur offres des prix.

Objet : Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène de secours des installations du siège social de l'OFPPT.

A - Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité)

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

Inscrit au registre du commerce de (Localité) sous le n°
..... (1) n° de patente (1)

n° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB) ouvert auprès
de

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

Agissant au nom et pour le compte de (Raison sociale et forme juridique de
la société) au capital de:

Adresse du siège social de la société adresse du domicile
élu

Affiliée à la CNSS sous le n° (1)

Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n° (1)

n° de patente (1)

n° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB) ouvert auprès
de

n° de l'identifiant Commun de l'Entreprise : (1)

- Déclare sur l'honneur :

1- m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2- que je remplie les conditions prévues à l'article 24 du Règlement des Marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;

3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

4- m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;

Handwritten signature and initials.



- que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévues dans ledit cahier ;
- à confier les prestations à sous-traiter à des PME installées au Maroc ; (3)

5- m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;

6- m'engage à ne pas faire par moi-même ou par personne interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.

7- atteste que je remplis les conditions prévues par l'article 1er du dahir n° 1-02-188 du 12 JOMADA I 1423 (23 juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises (4).

8- atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

9- je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.

10- je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du Règlement des Marchés de l'OFPPT, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(2) À supprimer le cas échéant.

(3) Lorsque le CPS le prévoit.

(4) À prévoir en cas d'application de l'article 139 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

() En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.*



**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)**



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Appel d'offres n° : / 2022.

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).

Entre les soussignés :

D'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par sa Directrice Générale,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de (Localité) sous le n° :

- Patente n° :

- N° d'identification fiscale

- n° de l'identifiant Commun de l'Entreprise :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

✓ m
17 g



CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE N°1 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet :

Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène de secours des installations du siège social de l'OFPPT.

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- L'offre technique du titulaire,
- 5- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAGT), approuvé par le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans le règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- Le règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), relatif aux marchés publics de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).
- Le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.
- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics.
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).
- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

✓



ARTICLE N°4 : CARACTERE DES PRIX

Les prix des équipements objet du présent marché sont fermes et non révisables.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N°5 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires. Tous les prix sont rémunérés à l'unité.

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAGT.

- ❖ **Item N°1** : Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène et son inverseur.
- ❖ **Item N°2** : Aménagement du local technique abritant les groupes électrogènes.
- ❖ **Item N°3** : Formation sur l'utilisation, la mise en service et la maintenance du groupe électrogène.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de la livraison des fournitures et du travail.

ARTICLE N°6 : DROITS DE TIMBRES

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE N°7 : DELAI D'EXECUTION ET PENALITES DE RETARD**1. Délai d'exécution :**

Le délai contractuel pour l'exécution des prestations objet du présent marché est de 3 (Trois) mois. Il commence à courir à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché. Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire

Le délai que se réserve l'OFPPT pour la vérification de la conformité technique, n'est pas inclus dans le délai contractuel susmentionné.

2. Pénalités de retard :

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations objet du marché dans le délai contractuel, il lui sera appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) du montant initial, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse et ce, par jour calendaire.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à huit pour cent (8) % du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.



[Handwritten signature]

Quand le montant des pénalités atteint ce plafond, l'autorité compétente se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues par l'article 79 du CCAGT.

ARTICLE N°8 : MOYENS EN PERSONNEL

Sauf dans le cas où l'O.F.P.P. T en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément de l'O.F.P.P.T, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'O.F.P.P.T, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celle de la personne à remplacer.

- 1) Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements.
- 2) Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'O.F.P.P.T tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE N°9 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le cautionnement provisoire qui reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire du marché dans les cas prévus par l'article 18 § 1 du CCAGT est :

➤ **15 400 DH (Quinze mille quatre cent Dirhams).**

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 18 du CCAGT.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant du marché arrondi au dirham supérieur.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les vingt (20) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

N.B : Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements marocains agréés à cet effet conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE N°10 : LANGUES UTILISEES

Les langues de travail pour l'exécution des prestations objet du marché qui découlera du présent appel d'offres sont l'arabe et/ou le français.

ARTICLE N°11 : MODALITES DE LA COMMANDE

Les ordres de service sont établis par le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique.

△
M
g



ARTICLE N°12 : MODALITES DE SUIVI D'EXECUTION, DE VERIFICATION DE CONFORMITE TECHNIQUE ET DE RECEPTION DES PRESTATIONS

Le suivi de l'exécution et la réception des prestations seront effectués par un comité de suivi et de réception désigné par l'O.F.P.P. T à cet effet par décision. Les membres de ce comité seront notifiés au titulaire par lettre.

Le titulaire est tenu de :

- Informer la Direction Approvisionnement et de la Logistique en permanence de l'avancement de l'exécution des prestations de ce marché.
- Se faire représenter lors des réunions de travail qui seront organisées par l'O.F.P.P.T.

L'O.F.P.P.T organisera les opérations de vérification de conformité technique des prestations à une date communiquée au préalable au titulaire qui mandatera un représentant qualifié et habilité à répondre aux remarques du comité suscité.

L'O.F.P.P.T se réserve le droit de faire contrôler les prestations réalisées par un organisme externe en présence du représentant du titulaire du marché.

La durée que se réserve l'O.F.P.P.T pour la vérification des prestations n'est pas comptée dans le délai d'exécution. Le délai pour lever les réserves éventuelles est compté sur le délai d'exécution des prestations.

Toute divergence par rapport au marché et le cas échéant ses avenants doit être consignée dans le procès-verbal de vérification de conformité technique qui doit être signé par le(s) représentant(s) de l'O.F.P.P.T. et du titulaire ayant participé à l'opération de vérification.

Toute divergence éventuelle doit être levée, par le titulaire, dans le délai contractuel.

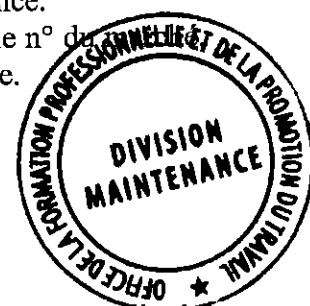
La réception n'est prononcée qu'une fois les prestations, vérifiées conforme, satisfait aux essais exigés.

ARTICLE N°13 : FORMATION.

Le titulaire du marché est amené à assurer une formation sur l'utilisation, la mise en service et la maintenance.

Le titulaire doit communiquer à l'OFPPT un planning de formation 15 jours à l'avance.

La formation doit être sanctionnée par un PV mentionnant la date, le lieu, l'objet, le n° de la formation, les bénéficiaires et l'animateur de la formation, accompagnée d'une liste de présence.



ARTICLE N°14 : RECEPTIONS PROVISOIRE ET DEFINITIVE

1- Réception provisoire

La réception provisoire du marché n'est prononcée que lorsque tous les équipements sont livrés, vérifiés conformes et une fois tous les essais ont été déclarés satisfaisants par le(s) représentant(s) de l'OFPPT.

La réception provisoire du marché correspondra à la dernière date de réception.

2- Réception définitive

Le titulaire demandera à l'OFPPT d'organiser la réception définitive vingt jours au plus tard avant l'expiration du délai de garantie.

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized letters and a flourish.

Un planning de réception définitive sera communiqué par l'OFPPT au titulaire en lui précisant les lieux et les dates de réceptions définitives.

Le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour se faire représenter à ces opérations qui seront sanctionnées par un procès-verbal de réception définitive locale.

Si au moment de la réception définitive, il est reconnu que certaines réserves concernant les prestations objet du présent marché ayant fait l'objet d'une notification, le titulaire disposera d'un délai d'un (1) mois maximum pour lever la ou les réserves en question et le délai de garantie est prolongé jusqu'à ce que ces réserves soient levées par le titulaire.

A défaut, l'O.F.P.P.T. peut effectuer les réparations ou remplacements aux frais du titulaire de marché ou prendre d'autres mesures correctives.

ARTICLE N°15 : DOCUMENTATION TECHNIQUE

Le titulaire du marché doit fournir à l'OFPPT la documentation technique des équipements sous format papier et numérique sur CD (Manuel opératoire, Manuel de maintenance, Plan d'ensemble ou schéma le cas échéant) en 2 (deux) exemplaires.

ARTICLE N°16 : MODE DE REGLEMENT

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires définis et établis pour chaque item par le titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées, conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix-détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

ARTICLE N°17 : MODALITES DE PAIEMENT

Le titulaire adressera à l'Office les factures en cinq exemplaires.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE N°18 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS.

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'O.F.P.P.T., ne communiquera le marché, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications, des plans, dessins, tracés, échantillons ou information fournis par l'O.F.P.P.T. ou en son nom et au sujet du marché à aucune personne autre qu'une personne employée par le titulaire à l'exécution du marché. Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'O.F.P.P.T, n'utilisera aucun des documents et aucune des informations énumérées dans le paragraphe précédent, si ce n'est pour l'exécution du marché.

Tout document, autre que le marché lui-même, énuméré dans le 1er paragraphe demeurera la propriété de l'O.F.P.P.T. et tous ses exemplaires seront renvoyés à l'O.F.P.P.T. sur sa demande, une fois les obligations contractuelles du titulaire exécutées.



ARTICLE N°19 : BREVETS

Le titulaire garantira l'O.F.P.P.T, contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création industrielle résultant de l'emploi des équipements ou d'un de leurs éléments au MAROC.

ARTICLE N°20 : SOUS-TRAITANCE

Toute sous-traitance éventuelle au titre de ce marché se fera dans les conditions de l'article n°141 du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE N°21 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N°22 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°23 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 136 du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE N°24 : GARANTIE

Le titulaire garantit que tout l'équipement livré en exécution du marché est neuf, n'a jamais été utilisé, est du modèle le plus récent en service et inclue toutes les dernières améliorations en matière de conception et de matériau sauf si le marché en a disposé autrement.

Le titulaire garantit en outre que tout l'équipement livré en exécution du marché n'aura aucune défectuosité due à sa conception, aux matériaux utilisés ou à sa mise en œuvre (sauf dans le cas où la conception et/ou le matériau requis par les spécifications du marché), qui peut se révéler pendant l'utilisation normale de l'équipement livré, dans les conditions prévalant dans les établissements de formation Professionnelles de l'OFPPT.

✓
m/1
8



Pendant la période de garantie, les techniciens du fournisseur interviendront dans un délai de 15 jours à partir du lendemain de la notification au fournisseur par l'OFPPT des pannes des équipements concernés.

Les frais de récupération ou de remplacement des équipements défectueux sont à la charge exclusive de ce dernier

ARTICLE N°25 : RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'Article 64 du C.C.A.G-T, une retenue d'un dixième (1/10) sera effectuée sur le montant des acomptes.

La retenue de garantie cessera de croître lorsqu'elle aura atteint sept pour cent (7 %) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Toutefois, cette retenue de garantie pourra être remplacée, à la demande du titulaire, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

N.B : pour le titulaire étranger, le cautionnement de la retenue de garantie doit être avalisé par une banque marocaine.

ARTICLE N°26 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **Une année (01)** pour les prestations objet du marché. Il court à partir de la date de réception provisoire de ces équipements.

Le délai de garantie suscité concerne tous les items mentionnés dans le bordereau des prix – détail estimatif, et est exigé du titulaire après la date du procès-verbal de réception provisoire.

ARTICLE N°27 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF ET PAIEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE

En application des dispositions de l'article 19 du CCAGT, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

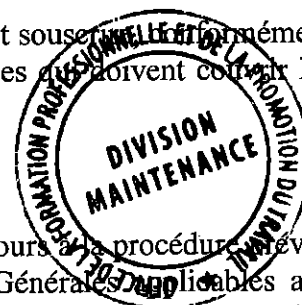
Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas d'application de l'article 79 du CCAGT, et le paiement de la retenue de garantie est effectué ou bien les cautions qui les remplacent à la suite d'une mainlevée donnée par l'OFPPT dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des équipements objet du marché.

ARTICLE N°28 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

En application des dispositions de l'article 25 du CCAGT, le titulaire doit soumettre conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, les polices d'assurances qui couvrent les risques inhérents à l'exécution du présent marché.

ARTICLE N°29 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 81, 82 et 84 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAGT). Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci



Handwritten signature and initials.

sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative, conformément à l'article 83 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Travaux (CCAGT).

ARTICLE N°30 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

+ La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins de la Directrice Générale de l'O.F.P.P.T ou son délégataire.

+ Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficiaire des nantissemments ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est la Directrice Générale de l'OFPPT ou son délégataire.

+ Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 31 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur (le Décret n° 2-14-394 du 06 Chaabane 1437 (13 mai 2016) - CCAGT et règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014)).

ARTICLE 32 : MESURES COERCITIVES

Il sera fait application des mesures coercitives prévues la CCAG-T, notamment celle prévues par son chapitre VIII.



CHAPITRE II : CLAUSES ET SPECIFICATIONS TECHNIQUES.**❖ Item N°1 : Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène et son inverseur.****ARTICLE N°1 : DESCRIPTION DES TRAVAUX****1- Description des installations existantes**

Le siège de l'OFPPT est alimenté à partir du réseau électrique public de l'ONEE-BE

Un groupe électrogène de 250 KVA, assure le secours électrique de ce siège en cas d'absence du courant de l'ONEE-BE.

Le groupe électrogène a les caractéristiques suivantes :

- Groupe de secours, capoté et insonorisé
- Marque : SDMO/Gamme MONTANA
- Type : J275K
- Dimensions (Longueur X largeur X hauteur) : 2,9m X 1,3m X 1,7m
- Contenance de réservoir de carburant : 390 litres
- Poids : 2,57 tonnes
- Puissance : 200 kW (250 KVA)
- Vitesse de rotation : 1500 tr/mn
- Carburant : gasoil.

Il est alimenté en carburant par un réservoir intégré de cent (100) litres. Le réseau électrique interne de la résidence est en régime TT.

2- Consistance des travaux

Les travaux envisagés dans cet item, comprennent :

- L'enlèvement, le transport et rangement des éléments et organes du groupe électrogène existant et de l'inverseur de source normal secours à l'endroit qui sera indiqué par le maître d'ouvrage ;
- La fourniture, l'installation et la mise en service d'un nouveau groupe électrogène de secours à démarrage automatique, capoté, insonorisé, d'une puissance de 275 KVA et disposant d'un réservoir intégré ;
- La fourniture, la pose et le raccordement d'un inverseur de source normal/secours automatique (ATS) de 4X800 A ;
- La vérification et le remplacement éventuel des câbles reliant le groupe à l'inverseur, **installé à l'AGBT N/S situé au local technique du TGBT** ;
- L'aménagement éventuel du socle en béton armé pour la pose du nouveau groupe électrogène ;
- Le repérage de tous les appareils et la mise à jour des schémas électriques ;

La mise en service et la vérification du bon fonctionnement de l'installation ;



CARACTERISTIQUES GENERALES DU GROUPE ELECTROGENE A POSER

Le groupe électrogène sera prévu dans le local existant il sera du type silencieux (insonorisé).

Le moteur et l'alternateur seront montés sur un même châssis métallique.

Le constructeur doit prévoir, pour la fixation du moteur, des amortisseurs ou silentbloc pour absorber les vibrations.

NORMES DE REFERENCE

Les groupes électrogènes doivent répondre aux dispositions de la présente Spécification Technique et à toutes les prescriptions qui n'y sont pas contraires, prévues dans les normes de référence à savoir :

- Normes NF ISO 8528 -1 Application, caractéristiques et performances
- Normes NF ISO 8528 -2 Moteur Normes NF ISO 8528 -3 Alternateur pour groupes électrogènes
- Normes NF ISO 8528 -4 Appareillage de commande et coupure
- Normes NF ISO 8528 -5 Groupes électrogènes
- Normes NF ISO 8528 -6 Méthodes d'essai
- Normes NF S 61-940 : juin 2000 / Systèmes de Sécurité Incendie (S.S.I) - Alimentations Electriques de Sécurité (A.E.S.)
- Normes NF E 37-312 : mai 2009 / Groupes électrogènes utilisables en tant que source de sécurité pour l'alimentation en secours des installations de sécurité (GSS).

Les textes applicables sont ceux des éditions les plus récentes des normes précitées. Toute autre norme, reconnue comme assurant une qualité au moins équivalente, est acceptée comme norme de référence.

1- MOTEUR THERMIQUE

- Le moteur est de type diesel à quatre temps. Le constructeur fixe les caractéristiques mécaniques en fonction des performances électriques exigées pour l'alternateur.
- Le moteur doit être préchauffé en permanence et doit pouvoir démarrer et fournir sa puissance nominale pendant au moins 8 heures, puis une surcharge de 10% pendant 1 heure pour une température ambiante variant entre 0°C et 50°C, sans que la température de l'huile dépasse la valeur admissible.
- La température de l'eau doit rester inférieure de 5°C de la température d'ébullition.
- Le refroidissement doit se faire par circulation d'eau en circuit fermé avec radiateur.
- Le filtrage de l'air d'alimentation au moyen d'un filtre à sec remplaçable avec indicateur d'encrassement à réarmement.
- Afin de faciliter le démarrage et la prise en charge du moteur diesel, un préchauffage de l'huile, ou de l'eau de refroidissement doit être prévu. Le constructeur indiquera la puissance nécessaire à ce préchauffage.
- Le démarrage s'effectue par démarreur électrique alimenté par une batterie d'accumulateurs, fournie avec le groupe, exclusivement réservée au démarrage et
- Le combustible utilisé est le gasoil du commerce



Le constructeur doit indiquer la consommation spécifique du moteur. Le constructeur doit fournir avec le moteur, le collecteur d'échauffement avec silencieux extérieur. Quant au collecteur d'échappement, il doit être doté d'un calorifuge pour préserver l'air ambiant. La vitesse du moteur doit être la même que celle de l'alternateur.

2- ALTERNATEUR

Les caractéristiques principales sont les suivantes :

- **Puissance de sortie : 275 kVA, au minimum**
- **Tension : 230/400 volts (triphasé) ;**
- **Régime du neutre : Schéma TT (neutre sorti et distribué),**
- **Fréquence de sortie 50 Hz (+/- 1 %) à 1500 tr/mn**
- **Facteur de puissance compris entre 0,8 et 0,9 ;**
- **Vitesse de rotation : 1500 tours/minute ;**
- **Type auto excité ;**
- **Les échauffements seront réduits de 10°C pour tenir compte des conditions Climatiques particulières au Maroc.**

La tension peut varier de $\pm 3\%$ autour de la tension nominale entre la marche à vide et la marche pleine charge.

Un rhéostat d'ajustage, placé sur l'armoire de commande permet de faire varier la tension moyenne de $\pm 5\%$ autour de la tension nominale.

Lorsqu'on passe brusquement de la marche à vide à la marche en pleine charge, la tension ne doit pas varier de plus de 20% pendant 0,2 seconde.

Le coefficient de déformation de l'onde est inférieur à 5 %.

L'alternateur doit pouvoir supporter 10% de surcharge pendant 1 heure après un cycle de 8 heures de fonctionnement à la puissance nominale pour une température ambiante variant entre 0° C et 50° C.

3- PRINCIPE DE FONCTIONNEMENT

En cas de coupure du réseau, la séquence automatique d'alimentation doit être déclenchée à partir du groupe électrogène. Cette séquence devra respecter les fonctions suivantes :

- **To + 5 secondes au max : démarrage automatique du groupe électrogène de remplacement / sécurité**
- **To + 10 secondes au max : la prise en charge de l'installation**

Après le retour du réseau, l'installation procédera à un arrêt automatique temporisé avec retour au réseau après fonctionnement à vide durant 90 – 200 secondes pour un bon refroidissement du moteur.

Le groupe électrogène doit être équipé des dispositifs suivants :

- Dispositif de détection des défaillances du réseau,
- Temporisation de démarrage,
- Dispositif de répétition des tentatives de démarrage,
- Commande de basculement des dispositifs d'inversion de source,
- Temporisation de commande de fermeture du dispositif de coupure du groupe électrogène,



Handwritten signature and initials.

- Temporisation de reconnexion du réseau électrique normal,
- Temporisation d'arrêt du groupe électrogène après fonctionnement à vide,
- Dispositif de redémarrage (retour automatique à l'état de veille),
- Dispositif de préchauffage du moteur.

4-EQUIPEMENT DE COMMANDE ET DE CONTROLE

4.1- GENERALITES

L'équipement de commande et de contrôle nécessaire au fonctionnement du groupe électrogène forme une seule unité dite armoire de commande.

L'alimentation de cette unité doit être réalisée à partir d'une batterie d'accumulateurs distincte de la batterie de démarrage, ainsi que son dispositif de charge qui doit être aussi indépendant de celui de la batterie de démarrage.

4.2- ARMOIRE DE COMMANDE (Coffret)

L'armoire de commande ou coffret doit regrouper tous les automatismes nécessaires au fonctionnement du groupe électrogène à savoir :

- 1 voltmètre pour l'indication de la tension de la batterie ;
- 1 ampèremètre pour indication du courant de charge de la batterie ;
- 1 compteur d'énergie ;
- 1 bouton poussoir pour l'arrêt d'urgence du groupe électrogène ;
- 1 commutateur à clé pour faire la simulation d'absence tension réseau ;
- 1 chargeur de batterie ;
- 1 rhéostat d'ajustage ;
- Les disjoncteurs et les relais appropriés ;
- 1 automate programmable de commande et de surveillance ;
- Les fusibles de protection type modulaire, un court-circuit, un dispositif d'essais, le circuit de terre, l'éclairage et le chauffage interne du coffret.
- 1 Compteur d'heures de marche du groupe électrogène en situation normale,
- 1 Compteur d'heures du groupe électrogène en cas de sinistre,
- 1 Fréquencemètre,
- 1 Voltmètre (avec lecture sur les trois phases),
- 1 Ampèremètre (avec lecture sur les trois phases),
- 1 Manomètre de pression d'huile,
- 1 Thermomètre de température d'huile,
- 1 Thermomètre de température du liquide de refroidissement.
- Ce tableau devra également permettre la commande de réarmement des défauts.
- La carte de contrôle commande du groupe doit être équipée d'une carte Ethernet.



Les TC de mesure doivent être équipés d'un secondaire de réserve pour permettre d'alimenter le compteur d'énergie active.

N.B : Le chargeur de batterie peut être incorporé à l'armoire de commande ou séparé. Il doit comporter un automatisme ou une régulation suffisante pour maintenir la batterie en bon état de marche. Il est alimenté en 220 volts et ne doit pas participer au démarrage du moteur Diesel.

4.3- SIGNALISATIONS ET PROTECTIONS

Les défauts dits mineurs, ne provoquant pas l'arrêt du groupe électrogène mais devront donner une signalisation extérieure par allumage de voyants incorporés à l'armoire de commande.

Les défauts dits majeurs devront entraîner l'arrêt du groupe avec signalisation. Un système d'acquiescement doit être prévu à cet effet.

- Le tableau de signalisation devra signaler les défauts mineurs et majeurs suivants :

- Tension de batterie de démarrage,
- Défauts de chargeur(s) batterie(s),
- Niveau insuffisant de carburant,
- Manque préchauffage,
- Défaut de survitesse,
- Défaut de pression d'huile,
- Défaut de température d'huile,
- Défaut de température culasse ou de rupture de la courroie,
- Protection contre les courts circuits,
- Protection contre les surcharges,
- Défaut de démarrage (doit provoquer la mise hors service des automatismes après la

Troisième tentative infructueuse de démarrage).

La protection contre les défauts de la mise à la terre doit être incluse au groupe électrogène ou au système auquel il est connecté.

La protection de l'armoire est assurée par des couches de peinture anti-corrosion et une peinture de finition.

4.4- EQUIPEMENTS AUXILIAIRES

Les équipements auxiliaires sont les éléments nécessaires au fonctionnement des groupes électrogènes, tels que :

- Dispositif de mise en marche (batterie de démarrage, chargeur, démarreur, etc.) ;
- Circuits d'aspiration et d'échappement du moteur (collecteur et silencieux, filtres à air, réfrigérant d'air, etc.) ;
- Circuit de suralimentation (turbocompresseur, intercooler) ;
- Système de refroidissement ;
- Système de lubrification ;
- Circuit d'alimentation en combustible (réservoir à combustible, pompes, filtres, etc.) ;
- Alimentation électrique auxiliaire (voyants lumineux, interrupteurs et fileries) ;
- Système d'insonorisation (à la demande).

Le constructeur doit assurer la conformité des auxiliaires en fonctions des caractéristiques définies au niveau des caractéristiques proposées en annexe 1 au CST.



4.1.1 SYSTEME DE DEMARRAGE

Les batteries de démarrage doivent être de capacité suffisante pour permettre aux automatismes d'assurer trois tentatives de démarrage, sans intervention humaine.

L'autonomie de ces batteries doit également permettre d'assurer trois nouvelles tentatives en cas d'échec après les trois premières tentatives.

La batterie d'accumulateurs doit toujours être maintenue en charge par un chargeur régulé susceptible de la recharger en moins de 12 heures à 80% de sa capacité nominale si elle a été complètement déchargée.

Le chargeur doit être adapté à la technologie et au type de batterie utilisée.

Les relais de démarrage du groupe doivent fonctionner à l'excitation entre 190 et 220 volts et retomber entre 170 et 180 volts.

4.1.2 ALIMENTATION EN COMBUSTIBLE

L'alimentation en combustible doit être assurée un réservoir de minimum 500 litres, embarqué dans le châssis du groupe, et équipés des accessoires réglementaires, permettant une autonomie de 10 heures minimum à $\frac{3}{4}$ de charge.

Il doit être équipé de deux flotteurs à contact, l'alarme niveau bas et haut.

CONDUITS D'ECHAPPEMENT

La détermination des conduits d'échappement devra tenir compte de l'environnement et des impératifs techniques de fonctionnement et l'installation. Le parcours devra être le plus simple possible en utilisant un minimum de coudes (rayon min. 3d)

Pour les longues canalisations, il devra être installé des compensateurs de dilution.

Ces conduits seront réalisés en tube d'acier raccordé entre eux par brides et joints

En aériens, ces canalisations seront fixées par épingles anti-vibratiles

Les traversées de murs et cloisons seront traitées de manière à assurer une isolation thermique et phonique

Les sorties d'échappement se feront en toiture, à une hauteur suffisante pour qu'en cas de rafale de vent, les gaz lourds ne risquent pas de pénétrer dans les locaux avoisinants :

Les sorties d'échappement seront munies d'une protection contre les eaux de pluie ;

L'échappement sortira en terrasse du bâtiment.

Une gaine d'évacuation d'air chaud doit être prévue.

- Pièges à sons

Les pièges à son seront prévus dans toutes gaines d'entrées ou sorties. Ils limiteront à 68 dB le niveau de bruit mesuré à 7 m dans la zone passagère, côté extérieur du local

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE SITE

Les conditions de service dans lesquelles le groupe électrogène est appelé à fonctionner, peuvent affecter certaines caractéristiques du groupe ; elles doivent être prises en compte.

Les conditions de site sont les suivantes :



- Pression barométrique totale : 89,9 K Pa.
- Température ambiante : 5°C à 50 °C
- Humidité relative : 75 %
- Altitude : 200 m



ARTICLE 3 : MARQUAGE

Tout groupe électrogène doit comporter les plaques signalétiques suivantes :

a) Plaque signalétique du groupe électrogène, qui doit donner au moins les informations suivantes :

- Le nom ou la marque du Constructeur
- Le numéro de série du groupe électrogène
- L'année de construction du groupe électrogène
- La puissance assignée du groupe électrogène, en kW, précédée des indications **COP**, **PRP**, ou **LTP***.
- Le facteur de puissance assigné
- L'altitude maximale du site en mètres
- La température ambiante maximale en degré Celsius ;
- La fréquence assignée, en hertz ;
- La tension assignée, en volts ;
- L'intensité assignée, en ampères ;
- Masse en Kg ;
- Classe d'application.

b) Plaque signalétique du moteur alternatif à combustion interne, qui doit donner au moins les informations suivantes :

- Marque ;
- Type ;
- Nombre de cylindre ;
- Puissance nominale ;
- Vitesse de rotation ;
- Consommation en combustible ;
- Consommation d'huile.

c) Plaque signalétique de l'appareillage de coupure.

- **COP** : Puissance continue est la puissance qu'un groupe électrogène est capable de fournir en service électrique continu pendant un nombre illimité d'heures par an, entre les intervalles normaux de maintenance et dans les conditions ambiantes définies.
- **PRP** : Puissance principale est la puissance maximale disponible sous charge variable, entre les intervalles normaux de maintenance et dans les conditions ambiantes définies
- **LTP** : puissance pour utilisation limitée est la puissance maximale qu'un groupe électrogène est capable de fournir jusqu'à 500 h par an, avec un maximum de 300 h en marche continue, entre les intervalles de maintenance spécifiés et dans les conditions ambiantes définies.

Handwritten marks: a large checkmark, a signature, and the number 11.

ARTICLE 4 : PEINTURE

La protection normale contre la corrosion devra être. Exécutée :

- Par peinture pour les parties non flottantes :
- Par un procédé autre que la peinture pour la boulonnerie d'adaptation

La peinture comprend l'application d'une couche antirouille et deux couches de finition.

ARTICLE 5 : PIECES DE RECHANGE

Le fournisseur doit livrer un jeu pour chaque pièce suivante :

- Filtres
- Courroies
- Carte électronique
- Carte de contrôle commande

**ARTICLE 6 : CONTROLES DE RECEPTION**

Le groupe électrogène proposé dans le cadre du présent AO doit satisfaire aux Contrôles de réception, chez le constructeur et sur le site d'installation tels que définis ci- après :

Les fiches de résultat des essais en usine et chez le metteur en groupe seront récupérées par l'entrepreneur installateur et remises au Maître d'Œuvre.

Les essais et la mise en service seront effectués par le constructeur,

Les essais sur site d'exploitation et mise en service comprendront :

- Le contrôle des raccordements : électriques, échappement, circuit d'eau, circuit gasoil,
- Essais de l'ensemble des auxiliaires : préchauffage, chargeur batterie, pompe de remplissage gasoil électrique,
- Essais des fonctionnalités du groupe électrogène : démarrage automatique sur manque
- Secteur, marche manuelle, pilotage de l'inverseur Normal / Secours,
- Contrôle du fonctionnement de l'inverseur Normal / Secours.
- Avant réception provisoire des installations, il sera réalisé une simulation d'absence réseau avec une durée minimum de 1 heure.

Contrôle de réception chez le constructeur :

L'étendue du contrôle de réception est divisée en deux groupes.

Contrôle	NF ISO 8528-6
Contrôle de réception avec une charge électrique	6.6.4.1
Contrôle de réception avec l'appareil de coupure du banc d'essai	6.6.4.2

Contrôle de réception avec l'appareil de coupure du groupe électrogène	6.6.4.3
Contrôle de réception sans charge électrique	6.6.4.5

Contrôle de réception sur le site d'installation :

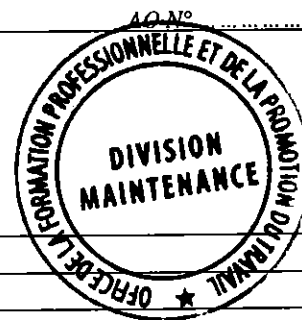
Contrôle de réception	Contrôle NF ISO 8528-6	
	Groupes de	
	Contrôle (6.5.1)	Mesure (6.5.2)
Avec l'appareil de coupure du banc d'essai	CA et CB	MA et MB
Avec l'appareil de coupure du groupe	CA, CB et CC	MA, MB et MN
Sans charge électrique	CA et CB	MA
Sur le site d'installation	CA, CB et CC	MA, MB et MM
Contrôle de réception séparé sur le moteur		MA et MB

Les contrôles de réception peuvent être réalisés par un laboratoire accrédité ou dans le laboratoire du fabricant en présence du ou des représentants de l'OFPPT à la charge du fournisseur.

Lesdits contrôles doivent être sanctionnés par un ou des rapports donnant les modalités et sanctions des essais accompagnés éventuellement, d'un certificat de conformité si tous les contrôles sont concluants.



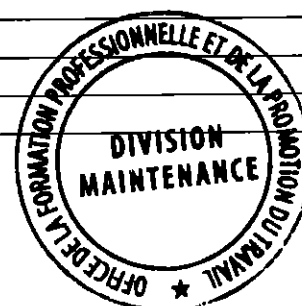
ANNEXE N °1 DU CST



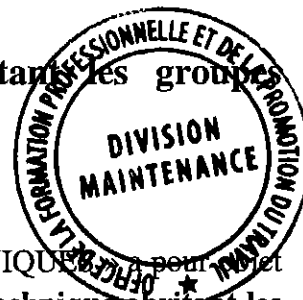
PROPOSITION DU SOUMISSIONNAIRE

MOTEUR THERMIQUE	
Marque	
Type	
Nombre de cylindre	
Puissance	
Vitesse	
Type de régulation	
Suralimentation (type de T.C. , réfrigérant d'air, ..)	
Type de refroidissement	
Quantités de chaleur dissipée (eau-huile-air)	
Consommation spécifique en combustible	
Consommation spécifique en huile	
Capacité du carter	
Capacité de réservoir de combustible (de service)	
Vidange (type d'huile, périodicité, analyses,)	
ALTERNATEUR	
Marque	
Type	
Nombre de phases	
Fréquence nominale	
Tension nominale	
Puissance	
Facteur de puissance	
Rendement à $\cos \varphi = 0,8$	
Rendement à $\cos \varphi = 1$	
Classe d'isolement	
Semi-conducteurs utilisés	
Degré de protection	
- SYSTEME D'EXCITATION	
Type	
Puissance	
Tension	
Courant	
- DEMARREUR (électrique)	
Type	
Tension nominale	
Marge de tension	
Intensité nominale	
- BATTERIE	
Marque	
Type	
Tension	
Capacité	
CHARGEUR	
Marque	
Type	

Régulation	
Tension	
Intensité	
- MONTAGE EN GROUPE	
Type de montage	
Type d'installation	
Configuration	
Dimensions	
Poids	
Protection	
Ventilation	
Evacuation	
Alimentation en carburant	
AUTRES CARACTERISTIQUES	
- Roulement	
Marque	
Type	
- Pompe d'injection	
Marque	
Type	
Injecteurs	
Marque	
Type	
- Dispositif de préchauffage	
Résistance d'huile	
Puissance nécessaire	
Tension	
Résistance d'eau	
Puissance nécessaire	
Tension	
- Dispositif tachymètre	
Type	
Vitesse de fonctionnement	
Electro d'arrêt	
Type	
Tension	
Puissance nécessaire	
Tension	
Résistance d'eau	
Puissance nécessaire	
Tension	
- Dispositif tachymètre	
Type	
Vitesse de fonctionnement	
Electro d'arrêt	
Type	
Tension	



❖ **Item N°2 : Aménagement du local technique abritant les groupes électrogènes.**



ARTICLE 1 : OBJET

La présente partie du chapitre II « CLAUSES ET PRESCRIPTIONS TECHNIQUES » a pour objet de définir les prescriptions techniques relatives à l'**aménagement du local technique abritant les groupes électrogènes**

ARTICLE 2 : INSTALLATIONS CONCERNEES

Les installations électriques concernées par aménagement :

- Génie civil du local (murs, cloisons, sol et éventuellement la fondation du groupe électrogène SDMO/Gamme MONTANA -Type J275K).
- Equipement (citernes à gasoil, Groupe électrogène, réseaux et conduites) ;
- Peinture

ARTICLE 3 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

- Démolition de mur en agglos creux de 20 mm (environ une surface de 37 m²) et mise en état du sol avec évacuation de démolis en décharge public
- Déplacement des réseaux touchés par la démolition du local technique abritant les groupes électrogènes.
- Dépose de deux (02) citernes de gasoil.
- Transport du matériel déposé (Groupe électrogène, citernes, etc.) à des endroits qui seront indiqués à l'Entrepreneur par le maître d'ouvrage.
- Nettoyage du local technique abritant les Groupes électrogènes
- Construction des cloisons en aluminium à parois pleines
- Fourniture et mise en place de cadrans de chicanes de ventilation en Alu sur les cloisons. (Voir plan des cloisons).
- Construction d'un pilier en béton armée de 100 mm X 100 mm avec une Armature fers ronds, lisses ou tréfilés de diamètre 06 mm sur la hauteur du local à l'endroit de jonctions des trois cloisons avec une semelle de fondation de 400mm X 400 mm et profondeur 350 mm. Chainage en fers ronds, lisses ou tréfilés de 10 mm de diamètre.
- Fourniture et pose de porte d'accès en aluminium à parois pleines de 2200 mmX1000 mm
- Peinture du local technique abritant les groupes électrogènes

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.

a) Méthodes de démolition.

Les méthodes de démolition sont laissées à l'appréciation de l'Entrepreneur qui adoptera les dispositions qui lui conviennent. Il est toutefois spécifié que les méthodes de démolition devront rester dans le cadre de la réglementation et des instructions qui lui seront données par les services compétents. L'Entrepreneur devra lors de ce choix, tenir compte qu'il devra assurer dans tous les cas :

- La sécurité du personnel et la sécurité du public ;
- La conservation sans dommage des propriétés voisines bâties ou non bâties ;
- La protection des ouvrages et constructions conservés contigus ou situés à proximité
- L'étanchéité des constructions contiguës ;

– et toutes autres obligations qui lui seraient imposées par les conditions particulières du chantier. En ce qui concerne l'emploi d'explosifs pour les démolitions, il est spécifié que l'emploi d'explosifs est interdit.

b) Consistance des travaux

Les travaux comprendront la démolition complète des ouvrages y compris toutes les installations et équipements intérieurs quels qu'ils soient. Tous les gravois seront enlevés à la décharge publique à toute distance et par tous moyens. Dans le cas où le maître d'œuvre en donnerait l'ordre, les matériaux et gravois susceptibles d'être utilisés comme remblai, seront à transporter à des endroits qui seront alors indiqués à l'Entrepreneur. c) Prescriptions d'exécution Lors de l'exécution des travaux de démolition, l'Entrepreneur devra prendre toutes précautions pour éviter la chute de matériaux ainsi que tous effondrements même partiels pendant la durée des travaux. L'Entrepreneur devra prévoir tous échafaudages, planchers et barrière de garantie, garde gravois, etc..., ainsi que tous étalements, étré sillonnements etc..., qui s'avéreront nécessaires pour l'exécution des travaux. Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier. Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux combustibles en provenance des démolitions. En fin de travaux, l'ensemble du chantier sera livré propre et débarrassé de tous gravois ou matériaux combustibles en provenance des démolitions. Il est bien entendu que l'Entrepreneur sera tenu à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.

c) Présence de réseaux

L'Entrepreneur prendra, le cas échéant, en temps utile, tous les contacts nécessaires avec les services concernés pour les déposes ou dévouements éventuels de réseaux risquant de se trouver dans le champ des activités de démolition.

ARTICLE 5 - RECUPERATION DE MATERIELS, MATERIAUX ET EQUIPEMENTS

Tous les matériaux de récupération seront à laisser à la disposition du maître de l'ouvrage. Ces matériaux seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'Entrepreneur dans l'enceinte du chantier, aux emplacements qui lui seront indiqués en temps opportun.

ARTICLE 6 - SAUVEGARDE DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES A PROXIMITE

Les travaux de démolition sont à réaliser à proximité de constructions existantes occupées en conséquence, l'Entrepreneur devra prévoir et réaliser ses travaux en tenant compte des obligations et sujétions d'exécution spéciales qui lui seront imposées par ces conditions de chantier particulières.

ARTICLE 7 - PROTECTION ET SAUVEGARDE DES EXISTANTS

L'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles et toutes précautions pour ne causer, lors de l'exécution de ses travaux, aucune détérioration aux existants. Il sera seul juge des dispositions à prendre à cet effet, des protections à mettre en place, etc... 17 Devront particulièrement être protégés : les revêtements de sols, les bâtiments anciens etc... Lors des travaux de démolition ou autres dégagements des poussières et gravats, l'Entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation de ces poussières, par mise en place d'écrans en bâche, film vinyle etc.... et par emploi d'aspirateurs si nécessaire. Le Maître d'œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'Entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires. Faute par l'Entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

✓
m H 8



ARTICLE 8 - RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

L'Entrepreneur est réputé avoir, avant la remise de son offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants. Cette reconnaissance porte notamment sur les points suivant sans que cette énumération soit limitative :

- l'état des existants et leurs principes constructifs ;
- la nature des matériaux constituant les existants ;
- la nature et la constitution des structures porteuses ;
- la nature et la constitution des planchers et leurs flexibilités. Et en général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux et sur leur coût. En ce qui concerne les constructions mitoyennes concernées par les travaux, l'Entrepreneur est également réputé :
 - avoir visité les lieux ;
 - avoir pris parfaite connaissance du type de la nature et de l'état de conservation des constructions concernées ;
 - avoir pris connaissance des plans de ces constructions dans la mesure où ils existent pour en connaître les principes de structures, ou à défaut avoir déterminé par tous moyens ces principes de structure ;
 - avoir procédé à toutes les investigations qu'ils auront jugées utiles, sur ces constructions.

ARTICLE 9 - TRAVAUX DE DEPOSE ET DE DEMOLITION

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soins pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés. Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose, tels que descellement, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc... Dans le cas où les tuyauteries, conduits et autres installations techniques sont disposés sur le mur, cloison ou autre à démolir, ces installations seront à démolir avec l'Ouvrage. Lors de démolitions de murs et cloisons, les jonctions avec les murs et les plafonds conservés devront être proprement recoupées à un nu en retrait permettant de réaliser un raccord d'enduit, le cas échéant. Les méthodes et moyens de démolition sont laissés au choix de l'Entrepreneur, qui devra les définir en fonction de la nature de l'Ouvrage à démolir, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées. Les prix des déposes et démolitions comprendront implicitement tous échafaudages et autres agès nécessaires, ainsi que l'utilisation de tous matériels, tels que marteaux piqueurs, scies à disques, etc...

ARTICLE 10 - SORTIE ET ENLEVEMENTS DES MATERIAUX DE DEMOLITION ET GRAVOIS

Tous les travaux prévus au descriptif ci avant comprennent le ramassage, la descente ou montées et la sortie hors de la construction, de tous matériaux, matériels et équipements déposés ou démolis. Ils comprennent également sauf spécifications contraires explicites, le chargement par tous moyens et l'enlèvement hors du chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

ARTICLE 11 - STOCKAGE DE MATERIAUX ET GRAVOIS SUR PLANCHERS EXISTANTS

Tous stockages de matériaux neufs ou de matériaux déposés ainsi que de gravois de démolition sont strictement interdits sur les planchers existants. En cas de non-respect de cette interdiction, l'Entrepreneur en subira toutes les conséquences.

✓ H



ARTICLE 12 –REPRISES DES FISSURES

Certains murs fissurés feront l'objet d'un traitement particulier avant tout autre travail de maçonnerie ou d'enduit. La fissure horizontale ou verticale sera d'abord ouverte, nettoyée avec soin et débarrassée de tous les éléments pouvant se détacher. Des morceaux de madrier de palmier ou autre bois dur débordant d'au moins 50cm de part et d'autre de la fissure seront encastrés dans la masse de la maçonnerie perpendiculaire à la fissure et ce tous les 50cm dans la longueur de la fissure. Chaque cas de fissure sera étudié en particulier et la reprise de la fissure se fera suivant les indications de l'Architecte et du B.E.T., ceci pour toutes les fissures de toutes profondeurs et toutes longueurs. Le vide de la fissure sera comblé par un mortier de terre si elle n'est pas importante, soit par une maçonnerie en briques d'adobe si elle est plus importante, soit par une maçonnerie de pierre hourdée au mortier de terre pour de fissures très importantes. Ce prix comprend le grattage, les étais et soutènements divers, les échafaudages métalliques mobiles à toutes hauteurs, la manutention, les sorties de décombres et gravois, leurs chargement et évacuation à la décharge publique, la coupe, la taille et l'ajustage des madriers, la fourniture, la pose et la main d'œuvre y compris toutes sujétions.

ARTICLE 13 - MISE EN ŒUVRE DE LA MENUISERIE ALUMINIUM-MIROITERIE

Les précadres métalliques font partie du présent lot. L'entrepreneur devra la fourniture, la pose et la fixation des cadres sur les précadres. Il sera responsable de l'alignement et de l'aplomb de l'ensemble même si les précadres ou éventuellement certains cadres, sont posés et scellés par l'entreprise. L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour l'amenée à pied d'œuvre de ses matériels lourds. Il devra aussi prendre toutes dispositions concernant la sécurité de son personnel et celles des autres ouvriers travaillant au voisinage de ses installations. L'entrepreneur du présent lot demeurera responsable, en totalité, des travaux qu'il a effectués. Spécification particulière aux menuiseries aluminium. Les métaux mis en œuvre seront travaillés avec le plus grand soin. Ils devront, d'une manière générale répondre aux conditions suivantes : Étanchéité absolue à l'air et à la poussière, Étanchéité absolue à l'eau de pluie, In oxydabilité des métaux non ferreux, Rigidité des éléments montés. Les assemblages seront nets, parfaitement d'équerre et alignés sans cavité ni déformation. Les profils seront travaillés à la machine-outil pour ne pas détériorer l'anodisation du métal, aucune coupe ou ajustage manuel sur le chantier ne sera toléré. Tous les profils seront munis des pièces ou chicanes nécessaires pour l'évacuation des eaux de condensation ou d'infiltration. Ils comporteront, en outre, des feutres ou brosse et les garnitures en plastique profilé, contribuant à l'herméticité des ouvrants. L'étanchéité, un niveau du gros-œuvre sera assurée par du mastic spécial, à soumettre à l'approbation du Maître d'œuvre. L'anodisation des profils aluminium ne devra pas être inférieure à 18 microns, elle sera uniforme pour tous les éléments et l'entrepreneur devra joindre un échantillon – témoin à l'appui de son offre. Les quincailleries et serrureries seront choisies dans les marques assurant une bonne qualité et une bonne présentation des éléments. Elles seront complètes, du modèle le plus récent, et spécialement étudiées en fonction des profils employés (serrures, verrous, loqueteaux, butées d'arrêt, amortisseurs, poignées de manœuvre, etc.....) Les vitrages seront fixés par parcelles métalliques, système à clips, avec montage des verres par profils Néoprène. Vantaux ouvrants Les vantaux ouvrants comporteront les crémones en acier chromé, les verrous encastrés, les platines au sol vissées, les fermetures de sécurité 3 clefs encastrés. Châssis à bascule Les châssis à bascule comporteront les compas à coulisse, les crémones à levier en acier et les arrêts. Les prix seront calculés pour des éléments entièrement, en parfait état de marche. Les clés seront remises au Maître de l'ouvrage à la réception des travaux, sur un tableau avec des étiquettes précisant leurs destinations. L'entreprise est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception d l'ensemble des travaux. Spécifications particulières aux glaces des menuiseries aluminium Les glaces des menuiseries aluminium seront fournies et posées par l'entrepreneur du présent lot. Ces glaces auront une épaisseur minimale conforme aux normes, épaisseur déterminée par les dimensions des volumes à mettre en place. Elles seront claires ou teintées suivant descriptif et non déformantes, de premier choix. Elles seront posées sur profils, spécifications particulières au

✓
M
g



calage des glaces Le calage des vitrages devra être fait de façon à assurer un positionnement correct de ceux-ci, en hauteur, en largeur et éventuellement en épaisseur. Il devra également transmettre au châssis, en des points différentiels, judicieusement choisis, le poids propre au vitrage ainsi que les efforts qu'il supporte (vent principalement). Les cales utilisées seront imputrescibles, compatibles avec les produits de calfeutrement et le matériau du châssis. Leur dureté devra être nettement inférieure, à celle du verre (bois imprégné d'huile, en élastomères ou en plomb). Hormis le cas de mise en œuvre, avec joint de Néoprène coiffant complètement les champs de vitrage, le calage d'assise est obligatoire dans tous les châssis métalliques et en béton. Le calage périphérique l'est ainsi dans ces châssis lorsqu'il y a risque de glissement du vitrage. La largeur des cales d'assises et périphérique sera que la totalité de l'épaisseur du verre repose sur les cales. La longueur des cales d'assises sera en fonction de leur dureté et du poids des vitrages Un calage latéral sera nécessaire chaque fois que le matériau choisi, pour fermer joint d'étanchéité, reste trop mou pour équilibrer seul, sans fleurage excessif, les pressions transmises latéralement par le vitrage.

➤ PRESCRIPTIONS PARTICULIERES AUX QUINCAILLERIES ET SERRURES

La quincaillerie sera toujours de première qualité et choisie, en principe dans les catalogues ou dans celui d'autres maisons réputées pour l'esthétique et robustesse de leurs fabrications. Les quincailleries et serrures indiquées dans le descriptif technique ont été référencées sur la production des établissements agréés. Toutefois, le BET pourra à son gré changer la provenance sur présentation de quincailleries fournies par l'entrepreneur. A cet effet un tableau comprenant l'ensemble de la quincaillerie et serrures, sera présenté, Pour approbation, au BET. Ce tableau sera composé des éléments décrits par l'entrepreneur dans la feuille annexe au descriptif, des ouvrages qu'il aura remplis au moment de la remise des offres. Il reste expressément entendu que le maître d'œuvre est seul habilité à choisir les quincailleries, soit dans la gamme répondant aux critères de la base des exigences du cahier des charges, soit dans la gamme proposée par l'entrepreneur.

ARTICLE 14 : PROTECTION DES OUVRAGES

L'entrepreneur devra la parfaite protection de tous ses ouvrages pendant toutes la durée du chantier. En plus des protections de chantier, les ouvrages recevront, en usine, protection galvanisée à froid. L'enlèvement de ces protections reste à la charge de l'entrepreneur en fin de chantier, l'entrepreneur devra la révision complétée de tous les ouvrages qui auraient été détériorés, le débouchage des trous de buées, le graissage de tous les axes et parties mobiles, la vérification de tous les systèmes de manœuvre et de condamnation. Il devra aussi le nettoyage de ses vitrages et profils apparents.

ARTICLE 15 : TRAVAUX ET FOURNITURES DIVERSES

Nonobstant les travaux décrits précédemment, l'entrepreneur du présent lot devra tous travaux nécessaires ou fournitures pour une partie finition et fonctionnement de ses ouvrages. Aucune réclamation ne sera admise pour une omission quelconque qui pourrait se glisser dans les plans ou pièces écrites concernant le présent lot, et qui serait contraire à la volonté du maître d'ouvrage. De plus, l'entrepreneur est réputé connaître la climatologie locale et ne pourra, de ce fait, se prévaloir de défauts qui pourrait se réserver après la pose des menuiseries. L'entreprise sera responsable de ses travaux jusqu'à la réception de l'ensemble des ouvrages. Les clés seront remises au maître de l'ouvrage sur un tableau avec les étiquettes précisant leur destination.



ARTICLE 16- PROVENANCE DES MATERIAUX

D'une façon générale, les matériaux seront d'origine marocaine, il ne sera fait appel aux matériaux d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se les procurer sur le marché marocain.

ARTICLE 17 : OBLIGATIONS PARTICULIERES A LA PEINTURE

- 1- Avant tout commencement d'ouvrage et en vue d'une exécution parfaite des peintures, l'entrepreneur devra reprendre tous raccords et imperfections tels qu'enduits mal exécutés et cloqués, plinthes décollées, mauvais scellement, menuiseries mal ajustées etc... faute d'avoir repris ces malfaçons en temps utile, les réfections de peinture qui en découleraient resteraient à la charge de l'entrepreneur.
- 2- Les ouvrages de peinture comprendront obligatoirement les phases suivantes : Après, nettoyage des fonds, rebouchage impression, enduit général, etc... Brûlage des nœuds et isolation par gomme laquée pour menuiseries bois, déroulage à la brosse métallique et application d'antirouille pour les ferronneries. Application de la première couche de peinture. Application de la deuxième couche après séchage parfait de la première couche. Application éventuelle de couches supplémentaires jusqu'à l'obtention du résultat final exigé par Le BET.
- 3- Avant commencement des travaux peinture et badigeons, tous les sols devront être protégés de manière efficace afin de ne pas être tâchés. Les démolitions et les reprises qui découleraient de l'absence de protection ou d'insuffisance de Précautions au moment de l'exécution des peintures seront à la charge de l'entrepreneur.
- 4- Le nettoyage final des locaux incombe à l'entreprise ; il devra être effectué de façon parfaite, les sols en mosaïque, les plaintes, etc... devront être lessivées au savon noir (l'emploi d'esprit le sel étant interdit), le fonctionnement des serrures des portes ainsi que toutes les autres quincailleries sera vérifié. La réception provisoire sera refusée à l'entreprise tant que la propreté effective du chantier n'aura pas

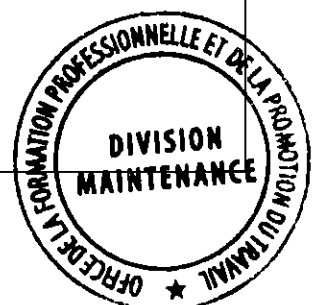
❖ Item N°3 : Formation sur l'utilisation, la mise en service et la maintenance du groupe électrogène.

Le titulaire du marché est amené à assurer une formation sur l'utilisation, la mise en service et la maintenance.

Le titulaire doit communiquer à l'OFPPT un planning de formation 15 jours à l'avance.

La formation doit être sanctionnée par un PV mentionnant la date, le lieu, l'objet, le n° du marché, les bénéficiaires et l'animateur de la formation, accompagnée d'une liste de présence.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
<p><u>Lu et accepté</u></p>	<p>Abdeltif AOURAGH</p> <p>Le Directeur de l'Approvisionnement et de la Logistique</p>



BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

AO N°/2022

Objet : Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène de secours des installations du siège social de l'OFPPT.

ITEMS N°	DESIGNATIONS	UNITE	QTE	PRIX UNITAIRE EN DH HTVA	PRIX TOTAL EN DH HTVA
1	Fourniture, installation et mise en service d'un groupe électrogène et son inverseur.	Forfait	1		
2	Aménagement du local technique abritant les groupes électrogènes.	Forfait	1		
3	Formation sur l'utilisation, la mise en service et la maintenance du groupe électrogène.	Forfait	1		
Montant Total en HTVA=					
Total de la TVA (Taux 20 %)=					
Montant Total en TTC =					



27/11